



DOSSIER DE PRESSE

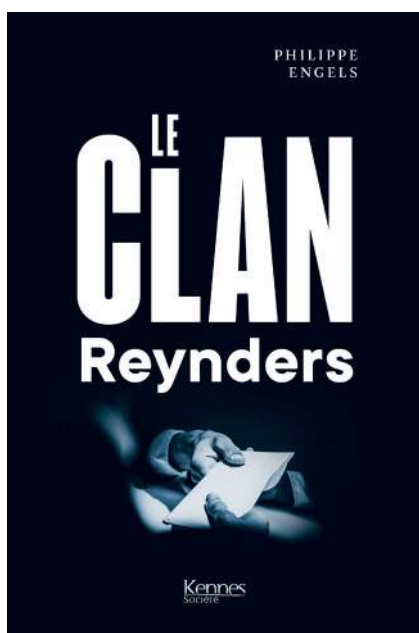
LE
CLAN

Reynders

PHILIPPE ENGELS



« LE CLAN REYNDERS » RACONTE LA COLLUSION CROISSANTE ENTRE LES MILIEUX D’AFFAIRES ET LA POLITIQUE. PENDANT VINGT ANS, L’HOMME POLITIQUE LE PLUS PUISSANT DE SA GÉNÉRATION ET SON FIDÈLE BRAS DROIT ONT FAVORISÉ UNE POIGNÉE DE FIRMES PRIVÉES. LEURS MANOEUVRES ONT AFFAIBLI L’ETAT. CE LIVRE SUIT À LA TRACE DIDIER REYNDERS, JEAN-CLAUDE FONTINOY & CIE. BEAUCOUP DE LEURS RENCONTRES SECRÈTES SONT DÉVOILÉES, DÉPLACEMENT APRÈS DÉPLACEMENT, DATE PAR DATE.



Paru le 7 avril 2021
Auteur : Philippe Engels
Format : 140x215mm
Pages : 176
ISBN : 9782380754193
NUART : 5055396
Prix : 19,90€

À PROPOS DE L’AUTEUR



Economiste et journaliste de formation, Philippe Engels s’est spécialisé dans l’investigation. Il a été salarié au Vif et à L’Echo. Aujourd’hui indépendant, Philippe est l’un des fondateurs et rédacteurs en chef du magazine Médor. Ses matières de prédilection ? La fraude, la corruption, le terrorisme. Il a remporté deux prix de journalisme Belfius et il est le lauréat du prix Trace International 2019 pour une enquête menée avec Khadija Sharife (OCCRP) sur une affaire de corruption pétrolière. « Le clan Reynders » est son troisième livre.

LES PRINCIPALES RÉVÉLATIONS DU LIVRE

1

Du personnel de la SNCB a été mobilisé à deux reprises au moins – en 2012 et en 2014 – pour distribuer les tracts électoraux de Didier Reynders. « Montez à Bruxelles, on a besoin de vous pour Didier ! », signifiait le président Jean-Claude Fontinoy. Des documents, des photos en attestent : ces cheminots payés par l'entreprise publique ont été utilisés par le MR. « Le responsable de la campagne nous a donné un t-shirt. Il y avait une zone hachurée sur une carte à parcourir à pied, témoigne un salarié de la SNCB, et les lundi et mardi 19 et 20 mai 2014, on a distribué la propagande électorale dans les rues de Bruxelles. » Le MR manquait de ressources humaines à quelques jours du scrutin fédéral du 24 mai 2014.

Depuis 1999, le tandem Fontinoy/Reynders a exercé un contrôle serré sur le développement immobilier autour des gares. Membre du MR, elle aussi, l'ex-ministre de la Mobilité Jacqueline Galant a tenté de s'y opposer en 2014. La cheffe de cabinet de la ministre Galant déclare aujourd'hui que Jean-Claude Fontinoy a alors voulu l'acheter avant de la menacer physiquement d'empoisonnement. Didier Reynders en a été informé. Il n'est pas intervenu. Une administratrice MR affirme quant à elle que Fontinoy a tout fait pour obtenir son départ. Au sein du CA de la SNCB, elle dénonçait le trucage des procédures d'appel d'offres dans le cadre des Master Plan d'aménagement des gares.

2

3

À trois reprises, le 27 août 2010, le 23 août 2011 et le 25 juin 2012, juste avant et juste après la transaction pénale favorable à trois affairistes kazakhs, les chauffeurs particuliers de Jean-Claude Fontinoy sont allés chercher des enveloppes au cabinet d'avocats Tossens. Jean-François Tossens était à l'époque l'un des membres de l'équipe validée par l'Elysée pour tenter d'influencer le cours de la justice belge dans l'affaire du Kazakhgate. Fontinoy a toujours affirmé n'avoir rien à voir avec ce dossier. Ce rituel des enveloppes avait commencé en 2007. À l'époque, le cabinet Tossens venait d'être désigné à la tête d'un trio d'avocats chargés de la liquidation de la SA Berlaymont, dont la mission consistait à désamianter le siège emblématique de la Commission européenne. Un contrat juteux pour le cabinet bruxellois. Des enveloppes dont certaines auraient contenu de l'argent cash ont été convoyées une demi-douzaine de fois en deux ans par les chauffeurs de Jean-Claude Fontinoy.

4

C'est également en cash que l'homme d'affaires Aldo Vastapane aurait payé Jean-Claude Fontinoy en tant qu'expert au cabinet de Didier Reynders, au début de l'été 2017. En échange d'un premier montant de 50.000 euros, Fontinoy était censé intervenir dans l'affaire des Fonds libyens. Il s'agissait d'aider le prince Laurent à récupérer de l'argent bloqué auprès de la banque Euroclear, où le dictateur libyen Mouammar Kadhafi avait placé son trésor de guerre. En février dernier, ces soupçons de corruption ont incité le parquet de Bruxelles à mettre ce dossier à l'instruction. Les courriers confidentiels envoyés en 2019 et en 2020 par Laurent de Belgique, à ses avocats ou conseillers, désignent clairement Fontinoy comme « le vautour » à convaincre, parlant d'un système « très mafieux et corrompu ».

À intervalles réguliers, Jean-Claude Fontinoy a aussi mobilisé les chauffeurs de la SNCB pour des retraits de documents suspects au siège de la firme Ackermans & van Haaren, à Anvers, chez NRB Liège et auprès d'autres sponsors de l'asbl Les Plus beaux villages de Wallonie, dont le bras droit de Didier Reynders était le trésorier. Ces sociétés partagent la même caractéristique : elles ont décroché de gros contrats auprès de la SNCB et de l'Etat belge.

5

6

Jean-Claude Fontinoy est l'homme qui a mis Didier Reynders et le MR en contact avec le lobbyman flamand Koen Blijweert. L'un de ces rendez-vous était connu. C'était en août 2010 au restaurant bruxellois Chez Bruneau. L'objectif partagé par Blijweert et Fontinoy ? Favoriser un rapprochement entre les dirigeants du MR et de la N-VA tout en évoquant quelques dossiers immobiliers. Les deux partis avaient reconnu que de telles accointances entre la politique et les affaires étaient à proscrire. Mais le 2 mai 2013, cela n'a pas empêché Jean-Claude Fontinoy d'emmener son mentor Didier Reynders au siège social de l'entreprise des frères Koen et Peter Blijweert, active dans le secteur du bâtiment et localisée à Waasmunster. Bart De Wever était à nouveau présent. « C'était un piège », avait lâché Reynders en quittant les lieux. À l'époque, une nouvelle affaire de corruption éclaboussait déjà Koen Blijweert dans le cadre du transfert du siège de la police fédérale vers la cité administrative de l'Etat. À la baguette : le tandem Reynders/Fontinoy.

7

En août 2015, Didier Reynders a parachuté son conseiller de cabinet Hugues Brulin à une fonction de n°3 de la Sûreté de l'Etat créée sur mesure. À l'époque, les services de renseignement accumulent les rapports compromettants pour Jean-Claude Fontinoy, accusé de corruption dans plusieurs dossiers. Didier Reynders lui-même est mis en cause dans l'affaire du Kazakhgate. Quant au frère du ministre libéral, l'architecte Jean-Pierre Reynders, il est fiché à la Sûreté suite aux deux missions qu'il a acceptées à l'ambassade de Russie, en 2000 et en 2004. La première fois, il s'agissait de la construction d'un bâtiment pour le personnel de sécurité. D'un coup, cette proximité avec un adversaire historique de l'OTAN pouvait embarrasser la famille Reynders. Plusieurs sources internes à la Sûreté de l'Etat et au Comité R, l'instance en charge du contrôle des services de renseignement, affirment que l'arrivée du cabinetier Hervé Brulin a coïncidé avec l'arrêt des enquêtes sur le duo Reynders/Fontinoy. Ces sources affirment qu'on a muselé la Sûreté de l'Etat et même le Comité R.

CONTACT MÉDIA

Philippe Engels

Téléphone : +32(0)476330794

Ben Choquet - Directeur commercial et communication // benchoquet@kenneseditions.com

Téléphone : +32(0)494517467

Kennes Éditions - Rue de la Blanche Borne 15, 6280 Loverval (BE)